

# Négociation 2020

Info-Négo numéro 07 – 26 novembre 2020

## Négociations avec les commissions scolaires Crie et Kativik (ou négociations sectorielles AENQ)

Depuis le début des négociations il y a un peu plus d'un an, nous avons eu environ 18 rencontres d'une demi-journée à chacune de nos 4 tables de négociations : personnel enseignant de la CSC (table E3), personnel enseignant de la CSK (table E4), personnel de soutien de la CSC (table S8) et personnel de soutien de la CSK (table S9).

Au début des échanges, le rythme des négociations était très lent : les représentants patronaux ne semblaient pas détenir de mandats ou réfèrent plusieurs de nos demandes à des comités ou forums inter-rondes. Ils prétendaient même que certaines de nos demandes devaient faire partie des discussions de la Table centrale (CSQ). Puis, avant la période estivale, il y a eu un semblant de blitz de négociations à certaines tables, mais pas à nos 4 tables.

Comme mentionné dans un autre info-négo, nous avons déposé une demande de médiation à nos 4 tables au mois de juin. Il est important de noter que la présence du médiateur ou de la médiatrice n'a pas été demandée à nos tables puisque la demande de médiation n'est qu'un passage obligé afin de nous permettre d'obtenir éventuellement le droit de faire des moyens de pression lourds.

Jusqu'à maintenant, le rythme des échanges demeure lent. Il y a eu des semblants de blitz de négociation ailleurs, mais pas à nos tables.

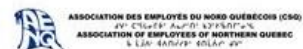
Les représentants patronaux ne démontrent aucune ouverture à nos demandes importantes. Malgré leurs prétentions de vouloir offrir des conditions de travail plus concurrentielles, les offres (demandes) patronales ne reflétaient pas du tout ces prétentions. Accepter les demandes patronales c'est accepter une détérioration de vos conditions de travail et un alourdissement de la tâche de plusieurs d'entre vous. À l'inverse, les employeurs, en refusant nos demandes, refusent de ce fait d'améliorer vos conditions de travail et ne font rien pour améliorer l'attraction et la rétention de personnel.

Il y a deux semaines, sans que nous nous y en attendions, toutes nos tables de négociation ont été convoquées à très court terme. Il devait avoir des développements importants de leur part. Les représentants patronaux nous disaient que, puisqu'il y avait eu des mouvements importants à la table centrale, ils souhaitaient donner une impulsion à nos négociations. Nous les avons questionnés sur ces mouvements importants : à quoi faisaient-ils allusion? Ils n'en avaient aucune idée...

Lors de ces rencontres, nous avons été informés du retrait de plusieurs demandes patronales. Nous croyons que plusieurs de ces demandes n'étaient pas justifiées et nos arguments les ont aussi possiblement convaincus que leurs demandes n'étaient pas fondées. Dans les jours qui ont suivi, c'est nous qui leur avons annoncé le retrait de certaines de nos demandes.

Depuis, il y a eu quelques rencontres, mais la situation à nos tables n'a guère changé.

Ce qu'il faut retenir des derniers dépôts patronaux élagués, c'est le vide abyssal de réponses sur les demandes syndicales sectorielles à incidence monétaire. Le gouvernement n'ayant pas bougé de son cadre financier, les fédérations et nous, dont les attentes sont élevées relativement, demeurons sur notre faim.



Si on compare avec le reste du Québec, le gouvernement donne beaucoup en moyenne par élève. Il donne beaucoup mais pas assez. Il doit en donner beaucoup plus pour répondre aux réels besoins. Lors du dépôt des demandes patronale il y a près d'un an, celui-ci disait vouloir offrir des conditions de travail concurrentielles. Vraiment?

Pour tous nos membres, nous demandons que 100 % des allocations pour le transport de nourriture soient payés directement sur leur paie, que l'employeur paie une plus grande partie de la prime d'assurance maladie, un congé pour pratiques traditionnelles autochtones, etc.

Pour les enseignants, nous demandons des ajouts de ressources, de revoir la composition de la classe, De renouveler les dispositions sur les compensations pour dépassement du nombre maximum d'élèves par groupe, d'améliorer le système pour la mise en place de services pour les élèves HDAA, la mise en place d'un système de mentorat, la création de postes de suppléants réguliers pour toutes les écoles, etc.

Pour tous nos membres qui sont embauchés localement, nous demandons une subvention au logement et l'accès aux sorties.

Pour les membres du personnel de soutien, en plus de ce qui est négocié à la table centrale, nous demandons un rehaussement salarial et l'octroi de la prime d'attraction et de rétention.

### **Négociations de la Table centrale (ou négociations intersectorielles CSQ)**

De ce côté, les négociations ne vont guère mieux.

Salaire et les primes : le gouvernement offre 5 % sur 3 ans à laquelle il ajoute des montants forfaitaires pour 2020 et pour 2021, mais pas pour tout le monde. Nous demandons 6 % avec un minimum de 1,80 \$ de l'heure pour tous ainsi qu'une clause de protection du pouvoir d'achat pour la durée de la convention collective. Nous demandons aussi que les anomalies causées par la nouvelle structure salariale entrée en vigueur au 2 avril 2019 soient corrigées. (Les primes sont normalement augmentées du même pourcentage que les salaires.)

Droits parentaux : augmenter la durée du congé de paternité et du congé d'adoption d'un maximum de 5 semaines à un maximum de 10 semaines et prolonger le versement des indemnités complémentaires jusqu'à 100 % du traitement de base versé par l'employeur.

Régime de retraite : la CSQ offre de mettre en place un comité de travail sur le régime de retraite des employés du gouvernement dont les travaux débuteraient après la signature des nouvelles conventions collectives.

Disparités régionales : la pleine compensation du préjudice fiscal subi lors du paiement ou du remboursement d'une dépense, d'une compensation ou d'un bénéfice reliés au travail dans les régions éloignées ou isolées. Le Gouvernement refuse arguant qu'il doit respecter les lois fiscales alors que c'est lui qui adopte et amende les lois... Il est l'employeur-législateur.

Nous poursuivons le travail aux tables de négociation afin d'améliorer vos conditions de travail. La pandémie demeure une de nos préoccupations et nous demeurons en contact avec les commissions scolaires.

Visitez [www.aenq.org](http://www.aenq.org) fréquemment.

Solidarité!

**Larry Imbeault**

***Président et Coordonnateur de la négociation***

**aenq.org**

9405, Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H1L 6P3  
Téléphone : (514) 356-8888 #2801  
1-800-465-0897  
Télécopieur : (514) 354-8714  
[aenq@lacsq.org](mailto:aenq@lacsq.org)

# 2020 Negotiations

Nego Newsletter No. 07 – November 26, 2020

## Negotiations with the Cree and Kativik School Boards

Since the beginning of the negotiations a little over a year ago, we have had approximately 18 half-day meetings at each of our four negotiating tables: CSB teachers (table E3), KSB teachers (table E4), CSB support staff (table S8) and KSB support staff (table S9).

At the beginning of the exchanges, the pace of negotiations was very slow: the employers' representatives did not appear to hold mandates or referred several of our demands to inter-round committees or forums. They even claimed that some of our demands should be part of the Central Table (CSQ) discussions. Then, before the summer, there was a semblance of a negotiation blitz at some tables but not at our 4 tables.

As mentioned in another Nego Newsletter, we filed a request for mediation at our 4 tables in June. It is important to note that the presence of a mediator was not requested at our tables since the request for mediation is only an obligatory passage which eventually allows us the right to use heavy means of pressure.

So far, the pace of negotiations has remained slow. There has been some semblance of a negotiation blitz elsewhere, but not at our tables.

The employers' representatives show no openness to our major demands. Despite claiming to be offering more competitive working conditions, their offers do not reflect these claims at all. Accepting the employers' demands means accepting a deterioration of your working conditions and an increase in the workload for many of you. On the other hand, by refusing our demands, our employers are thereby refusing to improve your working conditions and are doing nothing to improve the attraction and retention of staff.

Two weeks ago, without expecting it, all our negotiation tables were convened at a very short notice. There must have been important developments on their part. The employers' representatives told us that, since there had been significant movements at the central table, they wanted to give an impetus to our negotiations. We inquired about these important movements: what were they referring to? They had no idea...

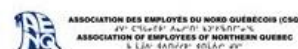
During these meetings, we were informed of the withdrawal of several employers' demands. We believe that many of these demands were not justified and our arguments also may have convinced them that their demands were unfounded. In the days that followed, we announced that we were withdrawing some of our own demands.

Since then, there have been a few meetings but the situation at our tables has not changed much.

What should be remembered from the employers' latest move to withdraw some of their demands, is the abysmal void of responses to sectoral union demands with monetary implications. As the government has not budged from its budgetary framework, the AENQ and the federations, whose expectations are relatively high, are left unsatisfied.

Compared to the rest of Quebec, the average the government grants per student is high. He gives a lot but not enough. Much more is needed to meet actual needs. When the employer's' demands were filed almost a year ago, they claimed they wanted to offer competitive working conditions. Oh, really?

For all of our members, we ask that 100% of food transportation allowances be reimbursed directly on their pay, that the employer pay a bigger portion of the health insurance premium, leaves for traditional indigenous practices, etc.



For teachers, we are asking for additional resources, a review of the composition of the classrooms, a renewal of the provisions on compensation for exceeding the maximum number of students per group, the improvement of the implementation of services for students with special needs, the establishment of a mentoring system, the creation of regular substitute positions for all schools, etc.

For all of our members who are hired locally, we are asking for housing subsidies and access to outings.

For support staff, in addition to what is negotiated at the central table, we are asking for a salary increase plus an attraction and retention premium.

### **Intersectoral negotiations (wages and premiums, parental rights, pension plan)**

At the Central Table, the negotiations are not going any better.

**Wages and premiums:** The government is offering 5% over 3 years, to which are added lump sums for 2020 and 2021, but this is not for everyone. We are asking for 6% with a minimum of \$1.80/hour for all, as well as a purchasing power protection clause for the duration of the collective agreement. We also call for the anomalies caused by the new salary structure that came into effect on 2 April 2019 to be corrected. (Premiums are normally increased at the same percentage as wages.)

**Parental rights:** increase the duration of paternity and adoption leaves from a maximum of 5 weeks to 10 weeks and extend the payment of supplementary benefits up to 100% of the basic salary paid by the employer.

**Pension Plan:** The CSQ is offering to set up a working committee on the government employees' pension plan, which would begin after the signing of the new collective agreements.

**Regional disparities:** full compensation for the tax prejudice caused by payments or reimbursements of work-related in remote or isolated areas expenses, compensations or benefits. The Government refuses, arguing that it must respect tax laws when, in reality, it's the government that adopts and amends the laws... He is the employer and the legislator at the same time.

We are continuing our work at the negotiation tables to improve your working conditions. The pandemic remains one of our concerns and we stay in contact with school boards.

Visit [www.aenq.org](http://www.aenq.org) frequently.

Solidarity!

**Larry Imbeault**  
***President and Negotiation Coordinator***

**aenq.org**

9405 Sherbrooke East  
Montréal (Québec) H1L 6P3  
Phone: (514) 356-8888 #2801  
1-800-465-0897  
Fax: (514) 354-8714  
[aenq@lacsq.org](mailto:aenq@lacsq.org)